

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILOR (ex SILVANT - ex CBD)

22 Rue de Grammont
25450 Damprichard

Références : UID257090/SPR/EDB 2025 – 0324A
Code AIOT : 0005906291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2025 dans l'établissement SILOR (ex SILVANT - ex CBD) implanté 1 rue Victor Mauvais 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2025.

Les thématiques suivantes ont été abordées :

- Action régionale sur les produits chimiques : cette action vise la prévention des incompatibilités et maîtrise des conditions de stockage. La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre 2025. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de

vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP. La présente inspection a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risque liés à l'incompatibilité de produits entre eux. La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

- Situation administrative du site au regard des récentes modifications réalisées.
- Risques accidentels pour l'activité « traitement de surfaces » au regard des évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 20 avril 2023 modifiant l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOR (ex SILVANT - ex CBD)
- 1 rue Victor Mauvais 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005906291
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILOR est implantée sur son site de MAÎCHE au 1 rue Victor Mauvais. La société SILOR est une filiale du groupe SILVANT dont le siège social est à Damprichard. L'activité sur le site consiste à proposer en interne au groupe SILVANT les finitions argent, or, or rose, rhodium et palladium qui confèrent aux pièces métalliques des propriétés répondant aux exigences et aux souhaits esthétiques de créateurs de marques de luxe.

Le site accueille désormais les activités du groupe SILVANT de travail mécanique des métaux et de soudage.

La société emploie environ 32 salariés sur ce site.

Des travaux sont en cours sur les bâtiments afin d'accueillir l'ensemble des activités du groupe SILVANT au cours de l'année 2025. Le site hébergera donc prochainement les activités de contrôle qualité, montage et polissage du groupe SILVANT et l'activité de thermolaquage de la filiale SILAC. A termes, le site sera occupé par environ 300 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	zones à risques	09/04/2019, article 10		
5	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Compatibilités des produits en cas de situation accidentelle	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
10	Système de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
6	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
7	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
8	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a notamment été constaté des lacunes en termes de gestion documentaire, la gestion relative à la réglementation des installations classées n'est pas assurée de manière

optimale. De plus, des non-conformités déjà relevées lors de la visite de 2023 ont à nouveau été relevées lors de cette visite (plan des zones à risques et rétention des eaux d'extinction).

Six non-conformités nécessitant des actions correctives et/ou demandes de justificatifs ont été relevées :

- Les modifications réalisées (ajout des activités classées au titre de la rubrique 2560) et les modifications envisagées sur le site n'ont à ce jour pas fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance complet ;
- Absence de plan des zones à risques ;
- S'assurer que l'ensemble des FDS des produits présents sur le site sont à jour ;
- L'organisation des bains de traitement sur les rétentions ne permet pas d'assurer la compatibilité des produits en situation accidentelle au regard notamment des incompatibilités cyanure/acide ;
- Non-conformité du système de détection incendie automatique pour l'atelier de traitement de surface (sonde de température dans les systèmes d'aspiration, justificatifs des asservissements de la coupe de chauffe des bains et de l'aspiration à l'alarme incendie, liste des détecteurs et pertinence du réseau de détection, procédures et justificatifs de la chaîne d'information en cas de détection, absence de vérification du système de détection) ;
- Justificatifs du bon dimensionnement, du bon fonctionnement et de l'intégrité de la rétention des eaux d'extinction non assurés.

A noter également que lors de la visite, des produits chimiques incompatibles étaient stockés sur la même rétention. Cette non-conformité a été corrigée depuis. **Le non-respect des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement. Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant dans les délais requis dans le présent rapport et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les

formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

Par courriel du 17/06/2022, l'exploitant a annoncé certaines modifications de son site et notamment la construction d'un nouveau bâtiment de 1700 m² pour y intégrer les activités de travail mécanique des métaux jusqu'alors basées sur le site SILVANT à Damprichard sous le seuil de la déclaration pour la rubrique 2560. Ces modifications n'ont à ce jour pas fait l'objet d'un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour mettre à jour l'arrêté préfectoral.

De plus, d'autres activités vont être transférées sur le site (contrôle qualité, montage et polissage du groupe SILVANT et l'activité de thermolaquage de la filiale SILAC). L'exploitant indique que ces activités ne sont pas classées au titre de la nomenclature des installations classées. Toutefois, elles seront dans le périmètre ICPE d'un site à autorisation et donc à intégrer au porter à connaissance afin de mettre en avant les éventuels risques liés au cumul de ces activités (notamment au regard des risques accidentels).

L'exploitant a précisé avoir mandaté un premier bureau d'études en 2022 pour la réalisation de ce dossier puis un second en 2024, mais n'avoir à ce jour toujours aucun dossier de leur part malgré des relances. Il précise avoir eu des nouvelles de son bureau d'études récemment et que le dossier sera finalisé pour fin mars-courant avril 2025.

De plus, lors de la visite d'inspection du 23/02/2023, l'exploitant avait indiqué (point de contrôle n°6) avoir validé le budget pour la réalisation d'un traitement des rejets aqueux en circuit fermé au niveau de sa station de traitement des eaux. Ce projet devait être réalisé à horizon 2024 avec un objectif de zéro rejet aqueux et zéro prélèvement aqueux. Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir abandonné ce projet au regard des difficultés techniques et des coûts disproportionnés. Il précise toutefois avoir en projet de rénover sa station de traitement. Dès lors, l'inspection précise qu'une mise à jour des valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux sera intégrée dans le futur arrêté préfectoral complémentaire du site afin de prendre en compte la réglementation sur la réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) et la compatibilité avec le milieu récepteur.

Les modifications réalisées (ajout des activités classées au titre de la rubrique 2560) et les modifications envisagées sur le site n'ont à ce jour pas fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance complet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant veillera à déposer un porter à connaissance avec une mise à jour du classement ICPE, le recensement des nouvelles activités réalisées et projetées (ICPE ou non), les incidences de ces activités au regard des intérêts protégés du code de l'environnement, le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction et en confinement, la mesure de protection incendie, les modifications projetées sur la STEP et les incidences au regard des prélèvements d'eau et des rejets aqueux (qualitativement et quantitativement), etc...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de la chaîne de traitement de surface en date du 07/02/2025. Tous les baignoires ont une capacité de 130 litres et sont numérotés. L'exploitant dispose ensuite d'un fichier qui reprend pour chaque baignoire l'étiquette qui est affichée sur le bain dans l'atelier. En effet lors du contrôle sur la chaîne, il a été constaté que chaque baignoire est munie d'un affichage avec le numéro du bain, son nom, les pictogrammes de danger, son pH ainsi que les caractéristiques de sa composition par un code couleur (vert pour le groupe cyanures, rouge pour le groupe acides, bleu pour le groupe bases). De plus, sur chaque baignoire figure une pancarte reprenant ses concentrations, sa température ainsi que les dosages de recharge du bain.</p> <p>L'exploitant ne dispose donc pas d'un plan autoportant reprenant toutes ces informations, mais d'un plan numéroté et d'un document annexe (étiquettes des baignoires) qui permettent de récupérer l'ensemble des informations requises à distance.</p> <p>Concernant le plan des zones à risques, l'exploitant a présenté un plan correspondant à deux pièces (stockage des cyanures et stockage des acides) sans information sur les risques. Ce plan ne répond pas à la définition d'un plan des zones à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il ne permet pas de comprendre où se situent ces pièces au regard de l'ensemble du site. • Le plan des zones à risques doit comprendre l'ensemble du périmètre ICPE et indiquer pour chaque zone les risques inhérents (risque d'explosion, risque incendie, risque de déversement de produits chimiques...). Ce plan doit reprendre les risques identifiés dans l'étude de dangers mise à jour. • Au regard des activités du site, ce plan pourrait utilement contenir les volumes maximums de produits susceptibles d'être entreposés dans chaque zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 2 mois, l'exploitant communiquera à l'inspection un plan des zones à risques de son site mis à jour avec tous les éléments nécessaires en cas de situation accidentelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 - Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué par courriel du 07/03/2025 un tableur intitulé « stock produits chimiques » avec l'état de son stock.</p> <p>L'état des stocks est réalisé de manière hebdomadaire.</p> <p>Une feuille avec la liste de chaque produit et les jours de chaque semaine figure sur les deux locaux de produits chimiques (local bases et local acides) afin d'écrire chaque jour les produits sortis du stock et utilisés. Les données sont ensuite formalisées dans le tableur chaque semaine.</p> <p>Ce tableur dématérialisé comprend donc une feuille pour les bases et une pour les acides. Chaque feuille reprend les noms de chaque produit susceptibles d'être présents et en face le type de conditionnement et la quantité.</p> <p>Dans une démarche d'amélioration, l'inspection invite l'exploitant à apporter des améliorations à son tableur afin de voir plus rapidement quel est le volume total de produits présents à un instant T. En effet, le document tel que présenté permet d'avoir cette information mais après quelques calculs pour chaque produit (les quantités sont parfois affichées en bidon, il faut donc se reporter à la colonne qui précise le nombre de litres par bidon et faire ensuite le calcul).</p> <p>L'exploitant devra également s'assurer que ce document est consultable à distance en cas de situation accidentelle.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient que l'exploitant améliore sa procédure de tenue d'état des stocks, pour en situation accidentelle être en capacité de répondre rapidement aux demandes du service d'incendie et de secours et/ou de l'inspection ICPE
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>4 produits ont été sélectionnés par sondage lors de la visite (2 dans le local des bases et 2 dans le local des acides) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 1 : Finistrip rack Conc. Partie 2 • Produit 2 : Argent « X » Nivelant • Produit 3 : Acide chlorhydrique 37 % • Produit 4 : Acide sulfurique 37 % <p>L'exploitant a su rapidement retrouver les 4 fiches de données de sécurité du fournisseur de ces produits dans sa base informatique.</p> <p>L'exploitant doit être vigilant sur la mise à jour de ses FDS. En effet, une des FDS communiquée date de 2010, il convient de mener une veille régulière sur ce sujet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Il convient que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) à jour dans leur version les plus récentes.</p> </div>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité contrôlées par sondage comportent les 16 rubriques requises par le règlement REACH, dont le numéro d'enregistrement de la substance.</p> <p>Les 3 produits contrôlés par sondage disposent bien d'une étiquette lisible et rédigée en français.</p> <p>Une incohérence a été relevée entre les indications sur la FDS de l'acide sulfurique (FDS dans sa version du 14/04/2015) et celles sur l'étiquette du produit : 1 mention de dangers figure dans la FDS (H314), or l'étiquette fait mention de 2 mentions de dangers. En effet, la mention de danger suivante ne figure pas sur la FDS : « peut être corrosif pour les métaux (H290)».</p> <p>Cette incohérence est probablement due à la version de la FDS qui n'est plus à jour.</p> <p>Pour les autres produits, aucune incohérence entre les étiquettes des produits et les FDS n'a été relevée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à assurer une veille régulière des FDS des produits présents sur site. Il pourra utilement s'appuyer sur son registre des produits présents sur le site pour s'assurer régulièrement être en possession de la dernière mise à jour de la FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 4 produits contrôlés par sondage étaient entreposés dans les locaux produits chimiques situés au niveau de la station de traitement des eaux. Aucun extincteur n'est présent au sein des locaux produits chimiques eux-mêmes mais différents moyens d'extinction sont présents à proximité dans la station de traitement des eaux (un extincteur à poudre, deux extincteurs à eau pulvérisée, un extincteur à CO2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 1 : Finistrip rack Conc. Partie 2. La FDS précise les moyens d'extinction suivants : CO2, poudre, eau pulvérisée. Les moyens d'extinction présents aux alentours sont compatibles. • Produit 2 : Argent « X » Nivelant. La FDS ne précise pas de moyens d'extinction particuliers mais préconise de s'adapter à l'environnement. • Produit 3 : Acide chlorhydrique 37 %. La FDS ne précise pas de moyens d'extinction particuliers mais préconise de s'adapter à l'environnement. • Produit 4 : Acide sulfurique 37 %. La FDS précise les moyens d'extinction suivants : CO2, poudre, eau pulvérisée. Les moyens d'extinction présents aux alentours sont compatibles. <p>L'inspection invite l'exploitant à se questionner sur les moyens d'extinction adaptés pour chaque produit présent dans ses locaux de stockage afin de mettre au plus près de ceux-ci l'extincteur le plus approprié ou à minima éloigner les extincteurs contre-indiqués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1. Manipulation

Indiquer les précautions à prendre pour garantir la sécurité de la manipulation, notamment les mesures d'ordre technique telles que:

- le confinement, la ventilation locale et générale, les mesures destinées à empêcher la production de particules en suspension et de poussières ou à prévenir les incendies, les mesures requises pour protéger l'environnement (par exemple, utilisation de filtres ou de laveurs pour les ventilations par aspiration, utilisation dans un espace clos, mesures de collecte et d'évacuation des débordements, etc.) ainsi que toutes exigences ou règles spécifiques ayant trait à la substance/préparation (par exemple, procédures et équipement d'emploi recommandés ou interdits) en donnant si possible une brève description.

7.2. Stockage

Préciser les conditions nécessaires pour garantir la sécurité du stockage, telles que:

- la conception particulière des locaux de stockage ou des réservoirs (y compris cloisons de confinement et ventilation), les matières incompatibles, les conditions de stockage (température et limites/plage d'humidité, lumière, gaz inertes, etc.), l'équipement électrique spécial et la prévention de l'accumulation d'électricité statique. Le cas échéant, indiquer les quantités limites pouvant être stockées. Fournir en particulier toute indication particulière telle que le type de matériau utilisé pour l'emballage/conteneur de la substance ou de la préparation.

Constats :

Les conditions de manipulation prévues par les FDS des 4 produits sont respectées. Le personnel de l'atelier de traitement de surface dispose d'équipements de protection individuelle et est formé à la manipulation des produits chimiques en galvanoplastie.

Les conditions de stockage prévues par les FDS des 4 produits sont également respectées. Les produits sont maintenus dans leur récipient d'origine, entreposés dans des locaux aérés, à température ambiante et sur rétention adaptée.

L'exploitant doit s'interroger sur l'adéquation d'une rétention en acier pour des produits corrosifs. En effet, l'étiquette de l'acide sulfurique mentionne la phase de risque H290 "peut être corrosif pour les métaux".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le

mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers

Constats :

Les produits sont stockés dans deux locaux séparés : un local pour les acides et un local pour les bases.

Sur la porte de chaque local figure la liste des produits susceptibles d'être présents dedans. Seul le personnel formé à la galvanoplastie a l'autorisation de rentrer dans ces locaux qui sont tous les deux fermés à clés.

A l'intérieur chaque produit est sur rétention. Les incompatibilités bases/acides sont écartées grâce au stockage dans deux locaux distincts.

Toutefois, lors de la visite il a été constaté le stockage de l'acide sulfurique et l'acide chlorhydrique sur la même rétention. S'agissant de deux acides forts, le mélange accidentel de ses deux produits peut engendrer un dégagement de chlorure d'hydrogène (explosif). Après avoir précisé cela lors de la visite, l'exploitant a immédiatement mis l'acide chlorhydrique dans une rétention séparée.

Les produits sont bien étiquetés ce qui permet de s'assurer des incompatibilités relatives aux pictogrammes de dangers. Toutefois, la matrice d'incompatibilité des produits chimiques n'est pas affichée et semble assez méconnue de l'exploitant. L'exploitant pourra utilement former son personnel à cela et mettre les affichages nécessaires. En effet, certains produits peuvent réagir les uns avec les autres en cas de déversement accidentel de quantités non maîtrisées, provoquant parfois des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux. Ces produits incompatibles doivent être séparés physiquement.

Néanmoins, les produits contrôlés par sondage ne présentaient pas d'incompatibilité au regard des pictogrammes de danger présents sur l'étiquette (pour la plupart des produits irritants et/ou corrosifs).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une procédure doit être établie définissant les règles de séparation stricte des produits incompatibles, qui va au delà des incompatibilités bases/acides. S'agissant d'un contrôle par sondage, l'exploitant est invité à réexaminer son plan de rangement des produits acides à l'aide de l'exploitation des FDS à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Compatibilités des produits en cas de situation accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger

(cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). [...]
<p>Constats :</p> <p>La visite de l'atelier de galvanoplastie a permis de constater la présence de rétentions séparées avec des affichages dédiés au sol (acides / cyanures). Le contrôle des compatibilités des bains sur les rétentions a été réalisé par sondage. Ce contrôle a mis en exergue que deux bains incompatibles sont sur la même rétention : un bain de cyanures dont la fiche indique un pH supérieur à 9 (pH à 11 lors de la mesure réalisée lors de la visite) et un bain d'acide (hydrogénosulfate de sodium avec un pH inférieur à 5). En cas de situation accidentelle, le mélange d'acides et de bases peut causer des réactions chimiques dangereuses.</p> <p>L'organisation des bains de traitement sur les rétentions ne permet pas d'assurer la compatibilité des produits en situation accidentelle au regard notamment des incompatibilités cyanure/acide.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble de ses bains est organisé de sorte qu'en cas de situation accidentelle les produits incompatibles ne puisse se mélanger. A ce titre, il doit réaliser les modifications nécessaires et communiquera à l'inspection, dans un délai d'un mois, un plan de ses bains avec leur composition (acide, base ,cyanure) et les rétentions liées (dont les volumes et la localisation des sondes en point bas).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Système de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</p> <p>« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes</p>

susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Les bains sont munis de dispositifs de sécurité redondants :

- Sondes de niveau bas qui enclenchent un arrêt automatique de la chauffe et une alarme sonore (test réalisé en inspection).
- Sondes de température qui se déclenchent en cas d'écart et qui coupent automatiquement la chauffe et déclenchent une alarme.

L'exploitant bénéficie d'un système de détection incendie dans ses locaux et notamment dans l'atelier de traitement de surface et dans la station de traitement des eaux. Il a fourni un plan de localisation des différents dispositifs. Ce plan indique que le local de galvanoplastie de 258,30 m² est équipé de 6 détecteurs de fumée optiques. Ces détecteurs ont bien été constatés lors de la visite sur site.

Néanmoins, l'exploitant n'a pu fournir de procédure de gestion et de transmission de l'alarme incendie ni de consignes en cas de déclenchement de cette dernière. De plus, il n'a pas pu présenter la dernière vérification annuelle de son système de détection incendie. La prochaine vérification du système est prévue le 7 et le 8 avril 2025.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le déclenchement de la détection incendie déclenchait une alarme sonore et entraînait l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains).

Enfin, le site ne dispose pas de sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration, déclenchant une alarme perceptible en tout point du bâtiment et entraînant l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection, dans un délai de 1 mois, un plan d'action avec échéancier de mise en conformité de son système de détection automatique pour l'atelier de traitement de surface (sonde de température dans les systèmes d'aspiration, justificatifs des

asservissements, liste des détecteurs et pertinence du réseau de détection, procédures et justificatifs de la chaîne d'information en cas de détection).

L'exploitant devra également communiquer le rapport de vérification de son système de détection prévu en avril 2025 dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement du dit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en oeuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Comme déjà constaté lors de la visite d'inspection du 23/02/2023, l'atelier est entièrement sur rétention. Celle-ci est assurée par les murs et un rebord en béton devant les ouvertures. Une ouverture dans le mur du bâtiment permet aux eaux d'extinction de s'évacuer à l'extérieur par le biais d'un tuyau. Ce tuyau est normalement raccordé à une bache à eau. Lors de la visite (et comme celle de 2023), le site étant en travaux, ce tuyau n'était pas connecté et la bache à eau absente. La rétention des eaux d'extinction n'est donc toujours pas assurée.

Le jour même de la visite, l'exploitant a transmis par courriel des photos justificatives sur lesquelles figure la bache de rétention posée au sol sur la zone dédiée et raccordée à un tuyau jusqu'au bâtiment.

Toutefois, ces photos ne permettent pas de justifier de l'intégrité, du volume de rétention des eaux d'extinction et du bon fonctionnement du dispositif. En effet, la bache est disposée à même le sol, cela ne permet pas d'assurer l'absence de risque de poinçonnement. L'exploitant doit s'assurer que la mise en place de cette bache est conforme à la fiche technique d'utilisation.

En effet, l'exploitant n'a pas su fournir les éléments suivants :

- justificatif du volume à mettre en rétention (selon le guide D9A),
- justificatif du volume retenu dans la rétention du bâtiment et dans la bache,
- justificatif que le diamètre d'évacuation des effluents/eaux dans le mur du bâtiment est

suffisamment dimensionné au regard du débit d'eau d'extinction pour éviter les refoulements,

- fiche technique de la bâche et justificatifs de sa mise en œuvre conformément à celle-ci (conformité de la surface sur laquelle elle est déposée, conformité des raccords...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des actions correctives immédiatement réalisées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure dans un premier temps. Toutefois, l'exploitant veillera à communiquer les justificatifs ci-dessus dans un délai de 1 mois. A défaut, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois